



## Gouverner, est-ce encore prévoir ?

Une très mauvaise nouvelle pour le climat : la France a été obligée de rallumer ses centrales à charbon en septembre parce qu'elle manquait d'électricité. Comment en est-on arrivé à devoir émettre du CO<sub>2</sub> pour produire de l'électricité à la belle saison ? Plusieurs raisons à cela :

\* Les très hautes températures de la deuxième semaine de septembre ont notamment conduit à utiliser des climatiseurs, ce qui a accru les consommations d'électricité.

\* Le vent a soufflé très faiblement du 1<sup>er</sup> au 17 septembre. Les 8 000 éoliennes du pays, dont la puissance cumulée atteint 17 000 MW n'ont, durant cette période, fourni en moyenne qu'environ 1 500 MW et, 11 fois durant plusieurs heures, moins de 1 000 MW (l'équivalent d'un seul réacteur nucléaire). L'éolien n'a ainsi apporté qu'une contribution dérisoire d'environ 2 % lorsque la consommation journalière était au plus haut.

Était-ce une circonstance exceptionnelle ? Absolument pas comme le montre une étude approfondie du VGB PowerTech allemand datant de 2017 : chaque année, on observe un épisode de 10 à 14 jours de vents faibles en Allemagne ; un exemple : la production éolienne y a été quasi nulle durant 9 jours en décembre 2016 et 10 jours en janvier 2017. En 2018, l'étude du VGB Power Tech a été étendue à 18 pays européens. Les épisodes de vent faible concernent le plus souvent une grande partie de l'Europe, ce qui contredit le slogan « *il y a toujours du vent quelque part* ».

La réalité, c'est qu'il y a le plus souvent « en même temps » soit beaucoup, soit peu de vent un peu partout en Europe. La conséquence est redoutable : on ne peut compter sur les éoliennes ni pour assurer la sécurité d'alimentation du pays, ni pour importer de l'électricité éolienne des pays voisins, qui ont de fortes chances au même moment d'être soumis aux mêmes manques de vent.

\* Dernière raison du recours aux centrales à charbon en septembre : la production nucléaire a été inférieure d'environ 12 000 MW à la normale durant tout l'été. C'est une conséquence de la crise sanitaire : le confinement suivi par les « gestes barrières » qui ont limité les effectifs sur les chantiers de maintenance des centrales nucléaires, ont profondément perturbé et retardé ces derniers, qui se déroulent normalement entre avril et octobre. De plus, certaines centrales ont été volontairement mises à l'arrêt durant l'été pour économiser leur combustible, afin qu'elles soient disponibles lors des mois les plus froids de l'hiver prochain, les plus critiques pour le réseau.

Les 1 800 MW qu'aurait pu produire la centrale de Fessenheim, en parfait état de marche et déclarée sûre par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), mais fermée prématurément pour des raisons purement politiciennes, auraient permis d'éviter le démarrage des centrales à charbon. Démonstration par les faits de l'inconscience de ceux qui ont pris puis confirmé cette décision, et désaveu cinglant pour ceux qui ont cru bon de s'en glorifier publiquement comme d'un trophée qui n'est que gabegie.

Bien sûr, personne ne pouvait prévoir la crise du Covid-19. Mais gouverner c'est anticiper que des risques totalement imprévisibles puissent survenir et s'y préparer en ne baissant pas la garde dans les organisations d'importance critique pour le pays telles que la défense nationale mais aussi le système électrique. Les hommes d'État qui gouvernaient la France dans les années 1970 l'avaient bien compris quand ils ont lancé le programme nucléaire pour réduire la dépendance énergétique du pays au pétrole. Objectif toujours d'actualité. L'urgence climatique est venue confirmer l'intérêt majeur du parc nucléaire comme seul outil de production

d'électricité décarbonée à très grande échelle, capable de produire en fonction des besoins des consommateurs et non selon les sautes de vent ou le rythme diurne.

Commencer à réduire arbitrairement ce parc a été une faute majeure pour le climat et pour la sécurité des français. La leçon en sera-t-elle tirée ? L'Europe s'est idéologiquement engagée dans le « tout éolien et solaire » sans étude d'impact sérieuse, ce qui conduit à un risque de mode de défaillance commun majeur : lorsque les éoliennes et les panneaux solaires seront devenus dominants dans le mix électrique européen, une nuit sans vent conduira à un effacement général de leurs productions, qui mettra l'Europe dans le noir tant que l'on ne saura pas stocker l'électricité à très grande échelle à un coût qui ne ruine pas les consommateurs d'électricité et leurs pays. On est encore très loin d'une telle solution.

Continuer à vouloir détruire le parc nucléaire comme le prévoit la Programmation Pluriannuelle de L'Énergie (PPE) avec la fermeture de 12 autres réacteurs d'ici 2035 relève de l'aveuglement mortifère : on ne détruit pas ce qui fonctionne très bien depuis 40 ans, sans s'être préalablement assuré que l'on disposera de moyens de substitution opérationnels et capables de garantir la sécurité d'alimentation du pays sans avoir besoin de recourir en catastrophe à une production d'électricité émettrice de CO<sub>2</sub>, ce qui serait un comble pour un pays qui se proclame moteur dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Prévoir fait-il encore partie des capacités des gouvernants actuels ? Ou les utopies à la mode ont-elles rendu la réalité optionnelle ?